Dossier thématique du Centre d'information Europe Direct Pyrénées
Chute du Mur de Berlin, réunification de l'Allemagne et élargissement de l'Union européenne

Le 9 Mai 1950, Robert Schuman, Ministre français des Affaires étrangères, prononçait un discours historique dans le salon de l'Horloge du Quai d'Orsay à Paris.
"Pour que la paix puisse vraiment courir sa chance, il faut, d'abord, qu'il y ait une Europe. (...) Une Europe où la Ruhr, la Sarre et les bassins français travailleront de concert et feront profiter de leur travail pacifique (...) tous les Européens, sans distinction qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest (...)".

En 2020, 70 ans après le discours de Robert Schuman, l'Allemagne fêtera les 30 ans de sa réunification.

Les événements de 1989 sont à la fois connus et méconnus.

Les images de la chute du mur de Berlin en novembre 1989 sont restés dans la mémoire collective, mais l'enchaînement des événements est, à l'inverse, moins connu notamment des jeunes générations. Pourtant, la vague de contestation et de changement qui a mis fin, en quelques mois, à la division de l'Europe, est un tout. À tel point qu'on a pu parler d'un «effet domino», qui a couru de Varsovie à Budapest, pour gagner Leipzig, Berlin, Prague et Bratislava, avant de gagner Sofia et Bucarest.

Ce dossier thématique a été réalisé par le Centre d'information Europe Direct Pyrénées à partir des documents fournis par la Représentation en France de la Commission européenne et de la collection personnelle de Monsieur Michel Poulain, habitant des Pyrénées-Orientales, Major de l'armée française en poste à Berlin de 1988 à août 1991 que nous remercions ici vivement.

Photo M. Poulain

(version octobre 2019)

Centre d'information Europe Direct Pyrénées (ADRET)
Web: www.europedirectpyrenees.eu
Tel : (33) (0)4 68 05 38 84
Mail : contact@europedirectpyrenees.eu
Twitter : @EUROPEDIRECTPYR

1. de Solidarnosc à Leipzig

4 juin 1989 - la Pologne aux avant-postes

Lech Walesa © Jan Morek/ PAP

Le 4 juin 1989, les candidats de Solidarnosc remportèrent, dès le premier tour de scrutin, les élections législatives en Pologne.

Le scrutin n'était pas complètement pluraliste : 65% des sièges de la Diète étaient réservés au pouvoir communiste et seuls les sièges du Sénat étaient totalement ouverts au choix des électeurs. Mais le verdict fut sans appel : les proches du syndicat incarné par Lech Walesa obtinrent 161 députés (sur 162 sièges non réservés) et 99 sénateurs sur 100.

20 ans après, on a tendance à voir ce résultat comme une évidence. Mais à l'époque, ce fut une surprise : personne ne s'attendait à ce que la victoire de l'opposition soit aussi large, ni à ce que le pouvoir communiste la reconnaisse sans réserves. Il est difficile de se replacer aujourd'hui dans le contexte de l'époque, mais une chose est sûre : les événements de Pologne ont été précurseurs.

Confrontée à une situation économique désastreuse, et à des grèves durant lesquelles les ouvriers scandent « Nie ma wolnosci bez Solidarnosci ! » (Pas de liberté sans Solidarité !), l'équipe Jaruzelski engage, à l'automne 1988, un dialogue informel avec les leaders du syndicat indépendant interdit en décembre 1981.

Ces contacts déboucheront sur les négociations de la Table ronde en février 1989. De nombreux sujets - réformes institutionnelles, économie, liberté de la presse et pluralisme syndical – sont abordés. Le compromis du 6 avril 1989 prévoit la tenue d'élections semi-démocratiques, dont on attendait une transition graduelle vers le pluralisme politique, mais les résultats du 4 juin bouleversent la donne, en plaçant les hommes de Solidarnosc en position d'imposer leurs vues plus rapidement et plus largement que prévu. La présidence de la République revient au général Jaruzelski et le gouvernement à un proche conseiller de Walesa, Tadeusz Mazowiecki.

Manifestation Solidarnosc
© Wojciech Druszcz

Poignant télescopage : le 4 juin 1989, qui marque une étape fondamentale vers la liberté pour la Pologne, fut aussi celui de la répression des manifestations de la place Tienanmen, à Pékin.

16 juin 1989 - La Hongrie tourne la page

Boulevard Andrássy à Budapest © Office de Tourisme de Budapest

À Budapest, l'imposant boulevard Andrássy débouche sur la place des Héros. C'est là qu'on a construit, au début du XXe siècle, un monument célébrant le millénaire de la Hongrie. Et c'est à cet endroit que, le 16 juin 1989, près de 200 000 personnes participèrent aux funérailles officielles d'Imre Nagy, 31 ans exactement après sa mort. Le pays rend officiellement hommage au héros de l'insurrection de 1956, et à quatre de ses plus proches collaborateursexécutés en même temps que lui. Un sixième cercueil est placé sur la place. Il est au nom de l'insurgé inconnu.

Le régime de Janos Kadar a fait son temps : poussé vers la sortie par les communistes réformateurs, il a quitté le pouvoir en mai 1988. Depuis, le parti communiste hongrois s'est prononcé – en février 1989 – pour le passage progressif au pluralisme politique. Et le pouvoir décide, le 2 mai, de démanteler progressivement le rideau de fer le long de la frontière de la Hongrie avec l'Autriche. Une Table ronde « à la polonaise » entre le pouvoir et l'opposition – dominée par le Forum démocratique (MDF) et par l'Union des démocrates libres (SZDSZ) – entame ses travaux presque en même temps que se déroule la cérémonie de la place des Héros. En octobre, le Parti socialiste ouvrier hongrois achève sa mue en Parti socialiste, tandis que la révision de la Constitution consacre le multipartisme et le respect de l'État de droit.

Comme en Pologne, les événements en Hongrie s'enchaînent assez rapidement. Ils ont aussi pour originalité d'être résolument marqués du sceau du symbole : le jour de la proclamation de la nouvelle République de Hongrie, le 23 octobre 1989, est le 33e anniversaire du début du soulèvement de 1956…

19 août 1989 - un pique-nique pour l'Europe

Comme le rappela le chancelier Helmut Kohl lors des cérémonies de réunification de l'Allemagne, la chute du mur de Berlin a commencé en Hongrie, et une de ses étapes aura été le pique-nique européen organisé aux environs de Sopron le 19 août 1989.

© Tamás Lobenwein
http://www.paneuropaipiknik.hu

La Hongrie était, depuis l'édification du mur de Berlin, un lieu de villégiature privilégié pour les Allemands de l'Est, qui pouvaient y retrouver, le temps de vacances sur le lac Balaton, leurs parents venus de RFA. La donne change à partir de mai 1989, après que Budapest a annoncé son intention de démanteler la clôture électrifiée édifiée entre la Hongrie et l'Autriche.

La frontière reste officiellement fermée, mais une brèche n'en est pas moins ouverte, et la nouvelle se répand comme une traînée de poudre. Durant l'été 1989, plusieurs dizaines de milliers d'Allemands de RDA affluent en Hongrie, dans l'espoir d'un passage vers l'Ouest. C'est dans ce contexte que le Mouvement paneuropéen – dirigé à l'époque par Otto de Habsbourg – organise un pique-nique à la frontière austro-hongroise. Les participants côté autrichien sont autorisés à entrer en Hongrie, mais en fait, plusieurs centaines d'Allemands de l'Est en profitent pour passer la frontière dans l'autre sens. Le chef des gardes-frontière, Arpad Bella, ne donne pas l'ordre de tirer. Une décision cruciale, qui aura un grand impact sur la suite des événements : les images du pique-nique feront le tour du monde, et engageront de plus en plus de citoyens de RDA soit à partir soit à protester sur place. Jusqu'à obtenir la chute du mur de Berlin en novembre.

23 août 1989 - la voie balte, de Tallinn à Vilnius

© **Lithuanian** Central State Archive
www.balticway.net

Le 23 août 1989, une gigantesque chaîne humaine, longue de 560 kilomètres, joignit les trois capitales baltes, de Tallin à Vilnius en passant par Riga. L'événement figura un temps dans les livres de records, mais pour les participants – environ un million huit cent mille personnes – l'enjeu n'avait rien de superficiel : la date était celle du 50e anniversaire du pacte Molotov-Ribbentrop, dont un des protocoles secrets avait réservé à l'URSS le contrôle des pays baltes. Tant en Estonie qu'en Lituanie et en Lettonie, le souvenir des années d'indépendance – entre 1919 et 1940 – était resté vivace, et la perestroïka lancée par Mikhaïl Gorbatchev ne pouvait que faire ressurgir la question nationale. Les premiers mouvements politiques autonomes y réclament plus de pluralisme, mais aussi plus d'autonomie, et s'orientent rapidement vers la revendication d'indépendance.

La chaîne humaine formée le 23 août 1989 relie, de la main à la main, environ un quart des habitants de la région. Cette manifestation, la « voie balte », marque une date symbolique de l'affirmation identitaire balte. Autre originalité, la conquête de l'indépendance en Estonie, Lettonie et Lituanie a emprunté la voie du chant choral, à tel point qu'on a pu parler de « révolutions chantantes ». Pour autant, le divorce avec Moscou ne se fera pas sans heurts. En janvier 1991, l'intervention des forces soviétiques fit 14 morts et des centaines de blessés à Vilnius, et 4 morts à Riga.

© Lithuanian Central State Archive
www.balticway.net

27 septembre – la Slovénie s'émancipe

Dans la mémoire des bouleversements de 1989, on ne pense pas toujours à la Slovénie : la Yougoslavie n'appartenait pas au pacte de Varsovie, et dans un ensemble fédéral fragilisé par la mort de Tito en 1980, les facteurs de changement étaient autant la soif de liberté que le réveil des identités nationales.

Pour autant, Ljubljana a toute sa place dans le récit des événements. Ainsi, la Ligue des communistes de Slovénie fut la première des formations au pouvoir en Europe centrale et orientale à proclamer la fin du rôle dirigeant du parti communiste, et à préconiser le pluralisme politique. Ainsi, c'est en janvier 1989 – soit quelques semaines avant la Table ronde polonaise – qu'un embryon de parti politique, l'Alliance démocratique slovène, voit le jour ; son existence sera reconnue en juillet.

La trajectoire de la Slovénie reste toutefois singulière. La preuve en est que l'abolition du rôle dirigeant du parti communiste, officialisée le 27 septembre, est contemporaine de la modification de la Constitution de la république slovène, qui proclame le droit à la sécession.

Le divorce avec le centralisme incarné par la Serbie sera consommé en 1991 après un référendum aux résultats sans ambiguïté (89% de votants, sur 1,5 millions d'électeurs inscrits, et 88,5% de « oui »). Douze ans après, le référendum sur l'adhésion à l'Union européenne mobilisera moins les électeurs (55,4% de participation), mais sera, lui aussi, clairement positif, avec près de 90% de « oui ».

9 octobre 1989 – Le tournant de Leipzig

En 1989, c'est à Berlin que le mur est tombé, mais les Lipsiens n'y sont pas pour rien. C'est en effet à Leipzig, ville de Bach et première ville de Saxe, qu'a débuté la révolution pacifique est-allemande. Début septembre, les fidèles rassemblés dans l'église Saint-Nicolas à l'occasion de prières pour la paix descendent dans la rue. Ce sont les premières « manifestations du lundi soir », qui draineront chaque semaine plus de monde. « Wir sind das Volk » (nous sommes le peuple) scandent les participants.

À partir du 25 septembre, ils gagnent la Karl-Marx Platz (qui a depuis retrouvé son nom d'origine, Augustusplatz), l'une des plus vastes d'Allemagne. La mobilisation gagne les autres grandes villes d'ex-RDA. La manifestation du 9 octobre, se déroule dans une ambiance particulièrement tendue. Deux jours avant, lors des cérémonies du 40e et dernier anniversaire de la RDA, plusieurs rassemblements ont été brutalement dispersés, et on craint à présent une répression sanglante. Des détachements armés se positionnent dans la ville. Ils n'interviendront pas. Malgré les intimidations, c'est une foule de 70 000 manifestants qui converge vers la Grand-Place de Leipzig. Pour la première fois, le cortège fait le tour du Leipziger Ring.

Augustusplatz - Opéra © LTM-Schmidt

C'est un tournant historique : Erich Honecker est poussé vers la sortie, mais le chef de file des réformateurs communistes, Egon Krenz, n'a bientôt plus d'autre choix que de céder aux exigences de la population. Au premier rang desquelles le pluralisme et la liberté de circulation.

2. le 9 novembre 1989, chute du mur de Berlin

Depuis août 1961, 160 kilomètres de béton armé, de barbelés et de miradors ont symbolisé la coupure en deux de l'Allemagne et de l'Europe.

La Seconde Guerre mondiale et la partition de Berlin

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne se retrouve découpée en quatre zones d'occupation : une zone soviétique, une zone britannique, une zone américaine et une zone française conformément à l'accord conclu entre les Alliés vainqueurs en février 1945 à Yalta.

Berlin se retrouve également divisée en quatre, mais l'armée soviétique laisse aux Occidentaux l'ensemble de la zone Ouest de la capitale.

Le secteur Est représente de son côté 409 km2, soit 45,6% de la superficie de la ville. La capitale allemande devient très vite un enjeu majeur de la Guerre froide qui s'engage dès la fin des hostilités le 8 mai 1945.

Le 19 mars 1948, en suspendant sa participation au Conseil de contrôle allié et du commandement Interallié, l'Union soviétique rompt la coopération entre les forces alliées occupantes. Elle n'a dès lors de cesse d'essayer de gêner les communications entre les Occidentaux et Berlin-Ouest. Du 24 juin 1948 au 12 mai 1949, Staline instaure le blocus de Berlin, entravant tout transit entre l'Allemagne de l'Ouest et Berlin-Ouest, qui survivra grâce au pont aérien mis en place par les Etats-Unis.

En 1949 est créée la République fédérale d'Allemagne, regroupant les zones américaines, britanniques et françaises. Peu de temps après, l'Union soviétique crée la République démocratique d'Allemagne, formalisant la séparation de Berlin en deux entités distinctes, même si la ville reste officiellement une zone démilitarisée.

Le 27 novembre 1958, le premier secrétaire du parti communiste soviétique Nikita Khrouchtchev, lance un ultimatum aux trois autres puissances occupantes.

Cette crise ne conduira pas à une escalade, notamment grâce à la réaction très ferme et mesurée de Willy Brandt, de Konrad Adenauer et des puissances alliées. Mais il est probable que l'insuccès de cette crise ne fut pas pour rien dans la décision de construire le Mur de Berlin en août 1961.

Le Mur de Berlin, de sa construction en 1961....

Dans la nuit du 12 au 13 août 1961, les autorités de la République démocratique allemande (RDA) érigent une enceinte fortifiée sur la ligne qui sépare à Berlin leur zone, sous occupation soviétique, des zones sous occupation américaine, anglaise et française.

Des policiers et des ouvriers dépavent à la hâte les accès routiers entre la zone d'occupation soviétique, aussi appelée Berlin-Est, et les autres zones, ou Berlin-Ouest.

Ils bâtissent un mur en béton, tendent des barbelés et creusent des fossés. Dans le même temps, les liaisons ferrées sont aussi coupées.

Dans les jours qui suivent, à la stupéfaction du monde occidental, les autorités est-allemandes parachèvent le travail en murant les fenêtres et les portes des constructions situées sur la ligne de démarcation.

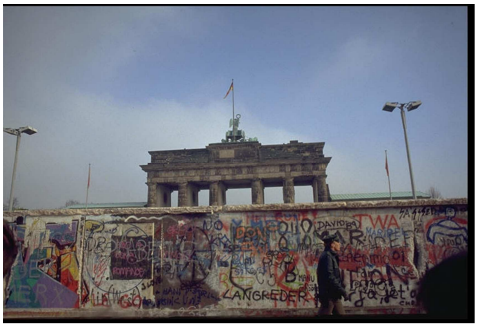
L'opinion occidentale baptise spontanément cette initiative de*«Mur de la honte»*. Le *«mur»* court sur 43 km à Berlin même et sur 112 km dans les autres parties de la RDA. Il met une touche finale au *«rideau de fer»* dont Churchill dénonçait la mise en place dès la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le gouvernement communiste de l'Allemagne de l'Est veut, grâce à lui, empêcher ses ressortissants de fuir vers la République fédérale allemande, à l'Ouest, où démocratie rime avec prospérité.

Depuis la scission entre les deux Allemagnes, en 1949, pas moins de 3 millions de personnes, soit 20% de la population de la RDA, ont fui vers l'ouest.

De sa construction à la réunification des deux Allemagnes, le 9 novembre 1989, on évalue à 5.000 le nombre de personnes qui parviendront encore à passer à l'ouest. Mais 239 échoueront et seront abattues par les *«vopos»*, ou garde-frontières, postés dans les miradors.

à sa chute le 9 Novembre 1989



Le Mur et la porte de Brandebourg © Frederik Ramm

En quelques heures, dans la nuit du 9 au 10 novembre 1989, le mur s'effondre.

Après des semaines de contestation de plus en plus pressante, et la poursuite de l'exode via la Tchécoslovaquie et la Hongrie, le gouvernement est-allemand annonce en fin de journée que les citoyens pourraient dorénavant voyager librement à l'étranger.

Quelques minutes après la diffusion radio-télévisée de la nouvelle, des milliers de Berlinois de l'Est se pressent au point de contrôle de Bornholmer Straße, dans le quartier de Prenzlauer Berg, pour faire sans délai usage de leur nouveau droit. Dans un premier temps, les gardes-frontières les laissent passer au compte-goutte, contrôlent et marquent les passeports, de façon à empêcher tout retour une fois la frontière franchie.

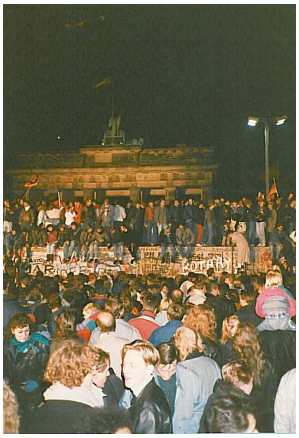


Photo M.Poulain

Ce ne sera pas assez pour dissuader la foule, qui scande « ouvrez la porte ! » et « nous reviendrons !». Vers 23 heures, la barrière s'ouvre enfin, et vingt mille personnes franchissent la frontière sans aucun contrôle d'identité.

La même nuit, des Berlinois de l'Ouest traversent le no man's land qui mène la Porte de Brandebourg, côté est. Le lendemain, les premiers pans de mur tomberont sous les coups de marteau sous le regard impassible des « Vopos ».

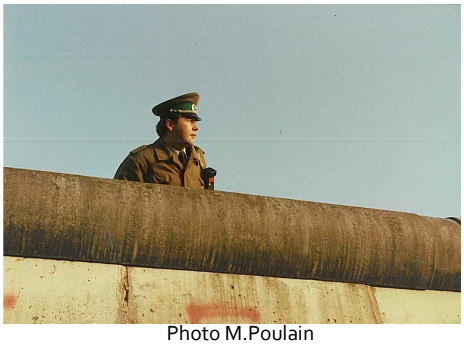


Photo M.Poulain

Le 11 novembre, les premiers bulldozers entrent en action. Durant le week-end, quelque 2 millions d'Allemands de l'Est affluèrent à Berlin-Ouest. Ce fut « *la plus grande fête de rue de l'histoire du monde* », selon le mot de l'historien Timothy Garton Ash.

Premières brèches dans le Mur

Photos M.Poulain

Après la chute du Mur de BERLIN, spontanément, des fresques de couleurs vives furent peintes côté Berlin-Est sur 1 300 mètres du pont Oberbaum à la gare de l'Est (Ostbahnhof) par une centaine d'artistes venus du monde entier constituant ainsi la plus longue galerie d'art au monde et ayant comme support les vestiges historiques du Mur.

Photo M. Poulain

Photo M. Poulain

Ces œuvres reflètent l'euphorie qui a suivi l'ouverture des frontières Est / Ouest, expriment l'espoir d'un avenir meilleur pour les Allemands de l'Est et d'autres peuples opprimés tout en racontant la vie dans une Allemagne divisée. En 1996, les peintures étant endommagées et le mur délabré, les autorités envisagent de le détruire, les artistes décident de créer une association dans le but de protéger et d'entretenir la galerie : « Künstlerinitiative East Side Gallery e.V. ».Le 6 novembre 2009, 98 des 106 œuvres constituant la galerie ont été restaurées par 91 des artistes qui les avaient peintes en 1990.

3. de Prague à Bucarest

17 novembre 1989 - les 10 jours de Prague

Dans l'effervescence de la révolution de velours, une boutade courait dans Prague : la chute du communisme a pris 10 ans en Pologne, 10 mois en Hongrie, 10 semaines en Allemagne de l'Est, et elle prendra 10 jours en Tchécoslovaquie. Ce sera effectivement le cas.

La place Wenceslas à Prague © CzechTourism.com

Le 17 novembre, près de 50 000 étudiants organisèrent une marche - autorisée par le régime - pour commémorer le 50e anniversaire de l'assassinat par les nazis d'un étudiant tchèque. La manifestation fut durement réprimée lorsqu'ils se mirent à scander des slogans anticommunistes. La rumeur – fausse – de la mort d'un des manifestants déclencha une grève générale des étudiants de Prague, une occupation des universités, et des rassemblements de plus en plus gigantesques sur la place Wenceslas.

Centre historique de Prague
© CzechTourism.com

Le 19 novembre, Vaclav Havel et ses proches de la Charte 77 forment le Forum civique, qui s'installe au théâtre de la Lanterne magique. Ses membres définissent en quelques jours un programme en sept points : 1. Un État de droit, 2. des élections libres, 3. la justice sociale, 4. un environnement propre, 5. un peuple instruit, 6. la prospérité, 7. un retour en Europe.

Le 21 novembre, s'ouvrit une Table ronde entre le gouvernement, le Forum civique et son homologue slovaque, le Public contre la violence.

Elle dura seulement deux jours et la transition à la démocratie fut tout aussi rapide. À la fin décembre, Vaclav Havel sera élu à la présidence de la République. Deux mois auparavant, il vivait en résidence surveillée dans un petit village de Bohême.

10 décembre - 100 000 manifestants à Sofia

« *En Bulgarie, il n'y aura pas d'autre parti au pouvoir que nous* », déclarait Todor Jivkov au journal « Le Monde » en janvier 1989. Le secrétaire général du Parti communiste bulgare, au pouvoir depuis 1954, ne se doutait pas que ses propos seraient démentis moins d'un an après.

Cathédrale Alexander Nevski © Bulgariatravel

Dans la seconde moitié des années 1980, Jivkov avait joué la carte du nationalisme ethnique, en opprimant la minorité turque du pays. Le mouvement d'exode qui s'ensuivit – 300 000 Turcs de souche partirent durant l'été 1989 – marginalisait le pays, et fragilisait encore plus son économie. Et à l'automne, la police tabassait les militants écologiques d'Ecoglasnost rassemblés dans un parc de Sofia.

Ville de Varna © Bulgariatravel

C'en était trop pour les partisans de la glasnost et de la perestroïka au sein du PC bulgare, qui démettent de ses fonctions le vétéran Jivkov (78 ans), le 10 novembre 1989, le lendemain de la chute du mur de Berlin. Suivant la séquence déjà presque classique rodée en début d'année par la Pologne et la Hongrie, les détenus politiques sont libérés, les partis politiques sont autorisés, une « table ronde » se réunit pour préparer des élections libres.

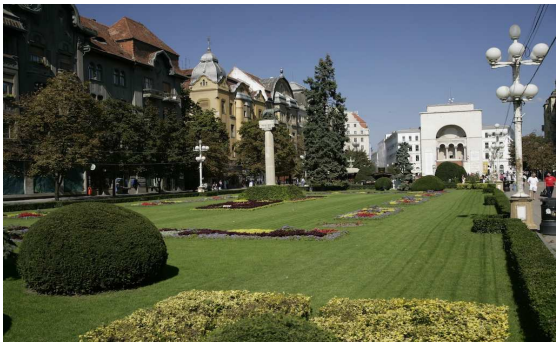
Un gouvernement de coalition se forme le 7 décembre. Trois jours après, 100 000 personnes manifestent à Sofia pour réclamer une accélération des réformes. Le rôle dirigeant du parti communiste a été aboli le 10 janvier 1990.

16 décembre 1989 - premières contestations en Roumanie

N. Ceausescu © http://www.ceausescu.org

C'est à l'unanimité que Nicolae Ceausescu a été réélu, le 24 novembre 1989, secrétaire général du Parti communiste roumain. Un mois plus tard, son régime s'effondrait comme un château de cartes. Que s'est-il passé entre-temps ?

La contestation a débuté dans l'ouest du pays, à Timisoara. L'importante minorité magyare qui vit dans cette ville multiculturelle était en butte à des vexations permanentes de la part du régime, alors même que la Hongrie voisine donnait l'exemple d'une démocratisation possible.


Ville de Timisoara ©Office de Tourisme de Roumanie

C'est alors que la décision de la police politique de déporter Laszlo Tökes met le feu aux poudres. Les fidèles du pasteur magyar, empêchent la Securitate d'agir. Certains habitants de Timisoara les rejoignent. Les premières manifestations ont lieu le samedi 16 décembre. La police tire sur la foule le dimanche 17. Les ouvriers se mettent en grève le lendemain. Ils participent, le 20 décembre, à l'expulsion des autorités hors de la ville.

On apprendra quelques mois plus tard que l'ampleur de la répression à Timisoara a été exagérée. Mais pour l'heure, l'indignation gagne le monde entier, et l'agitation se répand dans toutes les grandes villes de Roumanie de Brasov à Bucarest, en passant par Cluj, Oradea, Sibiu ou Constanta…

La foule conspue Nicolae Ceausescu lors de ses dernières interventions publiques, ce qui le pousse à prendre la fuite. Le 22 décembre, les forces armées changent de camp. Les époux Ceausescu, rattrapés et sommairement jugés, sont exécutés le jour de Noël 1989. Avec eux disparaît un des régimes les plus verrouillés du bloc soviétique – avec l'Albanie.

Arc de Triomphe à Bucarest
©Office de Tourisme de Roumanie

4. Réunification de l'Allemagne et élargissement de l'Union européenne

Le 9 mai 1950, Robert Schuman, alors ministre des Affaires étrangères déclarait : "Pour que la paix puisse vraiment courir sa chance, il faut, d'abord, qu'il y ait une Europe. (...) Une Europe où la Ruhr, la Sarre et les bassins français travailleront de concert et feront profiter de leur travail pacifique (...) tous les Européens, sans distinction qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest (...)".

La disparition progressive du bloc de l'Est, avec les évènements de 1989, a permis au continent européen de se réunifier.

Un an après la chute du Mur de Berlin, le 3 octobre 1990, l'Allemagne est réunifiée. Pour les Communautés européennes, il ne s'agit pas d'un nouvel élargissement, mais d'une extension de la République fédérale allemande. Aucune procédure d'adhésion n'est nécessaire, simplement quelques modifications institutionnelles pour tenir compte du poids nouveau de l'Allemagne.

Douze pays ont rejoint depuis l'Union européenne : Chypre, Malte, dix pays d'Europe centrale et orientale (Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie).

Le 31 mars 1998, les négociations d'adhésion ont démarré avec les six pays les mieux préparés : Chypre, Estonie, Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovénie.

Puis, le 15 février 2000, six autres pays ont suivi : la Bulgarie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Roumanie et la Slovaquie.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont décidé, lors du Conseil européen de Copenhague de décembre 2002, que Chypre, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République slovaque et la Slovénie respectaient les critères pour entrer dans l'Union européenne. Ils leur ont alors proposé d'intégrer l'Union européenne le 1er mai 2004. Le 16 avril 2003, a ainsi été signé le traité d'adhésion à Athènes.

L'UE a ensuite signé un traité d'adhésion avec la Roumanie et la Bulgarie le 25 avril 2005. Le Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006 a entériné l'avis favorable rendu par la Commission européenne au sujet de l'entrée de ces deux pays dans l'Union. Le 1er janvier 2007, la 5e vague d'élargissement a ainsi été clôturée par l'adhésion de la Bulgarie et la Roumanie.

La Croatie a rejoint l'Union européenne en 2013.

5. Informations pratiques (lectures, sites web …)

Lectures

20 ans après la chute du mur de Berlin. L'Europe recomposée
Pierre Verluise, Choiseul, 2009

Le mur de Berlin et la chute du communisme expliqués à ma petite-fille Soazig
Marc Ferro, Seuil, 2009

Comprendre l'élargissement
Commission européenne, 2009

Sites web

Portail de l'Union européenne :
http://europa.eu/index_fr.htm

20e anniversaire chute du rideau de fer
http://www.europa1989-2009.eu/discover.htm

Mémorial de Caen
http://www.memorial-caen.fr/mur_de_berlin/berlin.htm

Site de la Ville de Berlin
http://www.berlin.de/mauer/index.fr.html

Site du Centre d'information Europe Direct Pyrénées Languedoc Roussillon
http://www.europedirectpyrenees.eu

6. Présentation du Centre d'information Europe Direct Pyrénées

Un service d'information générale sur l'Union européenne est à la disposition de tous les citoyens européens auprès d'un réseau très développé de points de diffusion et de contact mis en place par l'Union Européenne pour le public.

Le service Europe direct comprend un site web :
http://ec.europa.eu/europedirect/index_fr.htm
un service téléphonique gratuit :
00 800 6 7 8 9 10 11
et des centres d'information en région (49 en France), intermédiaires entre l'Union Européenne et les citoyens au niveau local.

Missions des Centres d'information Europe Direct

1. permettre aux citoyens locaux d'obtenir des informations, des conseils, une aide et des réponses à leurs questions en ce qui concerne les institutions, la législation, les politiques, les programmes et les possibilités de financement de l'Union européenne
2. encourager activement le débat local et régional sur l'Union européenne et ses politiques
3. permettre aux institutions européennes d'améliorer la diffusion d'informations adaptées aux besoins locaux et régionaux
4. offrir au public la possibilité de fournir un retour d'information aux institutions européennes sous forme de questions, d'avis et de suggestions

Activités développées par l'A.D.R.E.T. dans le cadre de ses missions de Centre d'information Europe Direct

- documentation gratuite
- site web : www.europedirectpyrenees.eu
- veilles informative européenne (par thématique)
- conseils et une aide technique au cas par cas
- recherche de partenaires dans les 28 pays de l'UE pour le montage de projets
- retour d'information aux institutions européennes, suivi opinion, revue de presse

- organisation d'animations dans des établissements scolaires (écoles, collèges, lycées, universités) ou centres de loisirs
- mise en place de « kiosques Europe » dans des mairies ou centres de documentation des collèges, lycées et universités
- manifestations grand public sur l'Europe (foires, salons ...)

- journées d'information (politiques et programmes de l'UE)
- visites des institutions européennes
- valorisation et communication sur les projets financés par l'Union européenne en région

Partenaires et membres de l'A.D.R.E.T.

Conseil départemental des Pyrénées-Orientales, Conseil départemental de l'Aude, Conseil départemental du Gard, Conseil départemental de la Lozère, Association des Maires et Adjoints des PO, Villes (Perpignan, Prades, Claira, Canet-en-Roussillon), Communauté de communes Conflent Canigó, Communauté d'agglomération Grand Narbonne, Chambre d'Agriculture, Chambre de Métiers et Chambre de Commerce et d'Industrie des PO, PNR des Pyrénées Catalanes, Pays Vallée de l'Agly, Pays Pyrénées Méditerranée, MLJ Pyrénées-Orientales, Casa de la Generalitat de Catalunya, Université Perpignan – Via Domitia (EICT), Région Occitanie Pyrénées Méditerranée, SGAR et services déconcentrés de l'Etat

Centre d'information Europe Direct Pyrénées (ADRET)
Web: www.europedirectpyrenees.eu
Tel : (33) (0)4 68 05 38 84
Mail : contact@europedirectpyrenees.eu
Twitter : @EUROPEDIRECTPYR